

## Une riposte porteuse

Robert Laplante

Volume 13, numéro 2, printemps 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90523ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

### ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Laplante, R. (2019). Une riposte porteuse. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(2), 3–3.

Éditorial

## Une riposte porteuse

Il était temps que les choses bougent. *Le Devoir* du 25 janvier (2019) rapporte qu'une révolte gronde dans le milieu feutré de l'édition savante. Les 27 membres du comité éditorial du *Journal of Infometrics* ont démissionné en bloc pour protester contre les pratiques commerciales usuraires de leur éditeur. Le professeur Vincent Larivière de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal a pris la direction intérimaire du nouveau magazine qu'ont choisi de fonder les démissionnaires en guise de riposte. Ils veulent publier en libre accès gratuit.

Ils ne veulent plus servir de courroie de transmission dans le rançonnement des bibliothèques exercé par la poignée de grands profiteurs qui contrôlent l'édition scientifique. Ils sont cinq et ont la mainmise sur plus de la moitié des articles savants publiés dans le monde. Ils pratiquent des tarifs d'abonnement exorbitants qui assèchent littéralement les budgets d'acquisition des bibliothèques. Les rebelles veulent casser l'arnaque sur laquelle repose tout le système: la recherche est financée par des fonds publics, les auteurs soumettent leurs textes bénévolement, le plus souvent ces mêmes textes sont évalués bénévolement par d'autres chercheurs rémunérés par les systèmes universitaires financés en tout ou en partie par les fonds publics. La science est littéralement confisquée, dévoyée comme matière à profit.

D'autres initiatives bourgeonnent ici et là. Elles pointent dans une même direction: le profit privé ne doit pas servir à dresser des obstacles à l'accessibilité au savoir. Ce sont là des escarmouches, des premières salves. Le système est encore très solide et il ripostera vigoureusement, des milliards de dollars sont en jeu. Les politiques scientifiques des États pourraient faire une différence, à la condition toutefois que les dirigeants fassent preuve de courage et de cohérence. Il y a quelque chose de scandaleux, en effet, à utiliser l'argent des contribuables pour dresser des obstacles que ces mêmes contribuables devraient chercher à contourner en injectant toujours plus de fonds publics. Le financement public de la recherche doit comporter des politiques d'accessibilité destinées à permettre aux contribuables de vérifier les résultats de l'aide accordée.

Charles Durand, dans une analyse prémonitoire parue en 2001 (*L'Harmattan*), avait bien décortiqué le déploiement de la logique marchande dans le monde de l'édition scientifique. *La mise en place des monopoles du savoir* décrivait les premiers jalons de la formation de ce qui est devenu un véritable cartel sous contrôle de l'anglosphère. Les États-Unis et le Royaume-Uni dominant outrageusement le monde de l'édition savante. Des sommes colossales sont drainées dans les coffres de quelques sociétés, sans parler de la concentration de l'accès à la connaissance et de tout ce que cette convergence alimente comme stratagèmes dans les guerres commerciales entourant la propriété intellectuelle et les concurrences pour les brevets.

Durand a identifié les deux piliers idéologiques sur lesquels repose l'entreprise: la mondialisation néolibérale présentée comme une loi de l'histoire et l'imposition de l'anglais comme supposé véhicule de communication internationale. La première a profité d'une confusion entre le caractère universel de la science et la diversité des véhicules et des langues dans lesquels elle est produite. La seconde participe de l'impérialisme culturel qui non seulement piétine et subordonne les langues, mais trafique l'histoire. Les grandes avancées scientifiques du vingtième siècle, fait remarquer Durand, ont toutes été faites dans les langues nationales des savants, qu'il s'agisse des travaux mathématiques de Poincaré qui ne sont

parus qu'en français ou de la relativité d'Einstein, publiée en allemand, pour ne citer que les plus célèbres. Sous couvert d'internationalisation, la domination de l'anglais participe essentiellement d'une intention hégémonique. Les avancées des sciences cognitives établissent clairement les liens entre langue maternelle et créativité, aussi bien artistique et conceptuelle. Ce faux argument ne conduit donc qu'à rebours des acquis de la science elle-même.

Le raisonnement de Durand est simple: à partir du moment où les pratiques scientifiques se sont inclinées devant l'anglais, le monde éditorial anglophone venait de se voir concéder un avantage concurrentiel qui ne pouvait conduire qu'à la constitution des cartels. Pis encore, le fétichisme à l'égard de l'anglais ne conduit qu'à l'ignorance de la science produite dans les autres langues: le système institutionnel consacre donc à la fois rançonnement et censure. Un vaste chantier critique est à peine ouvert et reste à poursuivre.

Le mouvement de révolte contre l'emprise des cartels doit donc être interprété dans le bon registre. La bataille du *Journal of Infometrics* ne fait que débiter le parcours. Si les militants vont au bout de la logique qui sous-tend leur démarche, eux ou d'autres comme eux finiront par ouvrir le débat sur les langues nationales et la publication scientifique. La question du libre accès n'est pas seulement une affaire de difficultés budgétaires pour les bibliothèques. C'est une autre fissure dans l'édifice de la mondialisation libérale. À l'heure où sont plus disponibles que jamais les moyens de traduction et au moment où les politiques scientifiques occupent une place de plus en plus névralgique dans les stratégies de développement économique des nations, les questions de la diffusion des connaissances en lien avec leurs conditions de financement de même que celles qui ont trait à la place des langues nationales dans la conduite de la science et de ses institutions ne sont pas des luttes d'arrière-garde.

Au contraire, les débats qu'elles vont nourrir renvoient à la nécessité de repenser le rôle des États et du financement démocratique des institutions de savoir qui doivent rester au service de l'intérêt général. Les enjeux qui sous-tendent la remise en question du tout à l'anglais sont en phase avec les efforts pour réaffirmer la légitimité des luttes de résistance à l'uniformisation culturelle. Le Québec, à cet égard, se trouve aux premières loges. Ses initiatives et des succès comme celui d'Érudite débordent largement le cadre strictement local des luttes pour affirmer notre existence nationale et l'exploration de nouveaux modèles plus respectueux des spécificités culturelles. Les pratiques québécoises interpellent au premier chef la francophonie tout entière et peuvent sans conteste servir de référence aux autres petites nations qui veulent chercher, connaître et s'instruire dans la langue qui leur donne identité et originalité.

Ce qui se passe chez les bibliothécaires ne concerne pas seulement le monde du livre et de l'édition. Ils défendent et construisent une institution qui, à chaque tournant de l'histoire, a su rappeler aux hommes et aux femmes de leur temps que la connaissance est une aventure qui se trouve au cœur de la civilisation. C'est tout à leur honneur de se trouver du côté de ceux et celles qui refusent de l'inféoder aux volontés de puissance.

**Robert Laplante**  
Directeur des Cahiers de lecture